

Présentation de la contribution de la CODE au rapport triennal de la Communauté française relatif à l'application de la Convention des droits de l'enfant

**Commission parlementaire de la Santé, des matières sociales et de l'Aide à la Jeunesse
du 31 janvier 2006**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, nous vous remercions de votre invitation et sommes très honorés d'être vos invités aujourd'hui.

Introduction

Tout d'abord, un petit mot de présentation de la CODE.

La CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant) est un réseau d'associations qui a pour objectif de veiller à la bonne application de la Convention relative aux droits de l'enfant en Belgique et réalise notamment un rapport alternatif sur l'application de la Convention qui est destiné au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies.

En font partie : Amnesty international, ATD Quart Monde, BADJE (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance), Commission Justice et Paix, DEI (Défense des enfants international) section francophone, ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking of Children for sexual purposes), la Ligue des droits de l'homme, la Ligue des familles et UNICEF Belgique. Child Focus participe à nos travaux en tant qu'observateur.

La CODE a notamment travaillé ces dernières années sur les thématiques telles que les mineurs étrangers non accompagnés, la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse, la mendicité des mineurs et tout dernièrement sur la nouvelle législation relative à l'adoption.

La CODE est membre du Groupe de suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, lequel s'est chargé de la coordination du 1^{er} rapport triennal de la Communauté française, et c'est à ce titre que nous avons été associés à ses travaux.

Dans le document, il nous a été demandé de faire part de notre évaluation des dispositions législatives ou autres initiatives prises par la Communauté française en 2002, 2003 et 2004 (partie A).

Les membres de la CODE ont été associés pour réaliser cette évaluation. D'autres acteurs du monde associatif ont également été invités à participer à cette contribution afin de couvrir des matières dans lesquelles la CODE n'a pas de compétence spécifique : Culture et démocratie, la Fédération des écoles de devoirs, Infor drogues, la Plate-forme Mineurs en exil et la Plate-forme Prévention Sida. Enfin, Jean-Jacques Detraux, Professeur de psychologie à l'ULG a apporté son évaluation du décret relatif à l'enseignement spécialisé.

Notons que la contribution écrite annexée au rapport triennal n'est pas exhaustive, faute de temps et faute d'avoir pu établir les contacts avec les associations dans laquelle la CODE n'est pas compétente. Par ailleurs, elle ne représente que le point de vue de ceux qui se sont exprimés dans ce cadre.

Chaque association a ses thématiques privilégiées. Toutefois, pour ne pas être longue, aujourd'hui, je vous propose de vous présenter quelques points de cette contribution et d'attirer votre attention sur certains dossiers prioritaires qui nous semblent devoir évoluer dans le cadre de cette législature pour un meilleur respect des droits de l'enfant.

Je suis venue accompagnée de divers membres de la CODE qui ont des compétences spécifiques et qui pourront utilement répondre à vos questions :

- Séverine Acerbis, représentante de l'association BADJE (Bruxelles Accueil Développement de la Jeunesse et de l'Enfance) ;
- Valérie Provost, collaboratrice de la CODE, qui termine une recherche sur la nouvelle législation applicable en matière d'adoption en Communauté française ;
- Dominique Visée d'ATD Quart Monde ;
- Benoît Van Keirsbilck, représentant de DEI (Défense des enfants international) section francophone.

Remarque générale sur le contenu du Rapport du gouvernement de la Communauté française relatif à l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant :

Tout d'abord, nous nous réjouissons de l'établissement de ce premier rapport sur l'application de la Convention en Communauté française. Vu la répartition des compétences en matière d'enfance et de jeunesse, l'exercice n'était pas facile. Nous espérons qu'il permettra à terme la mise en œuvre d'une politique coordonnée en faveur d'un meilleur respect des enfants. Nous sommes également heureux d'avoir été associés à ce processus.

Toutefois, nous nous permettons d'insister sur le fait que comme l'indique l'article 2 du décret du 28 janvier 2004 instaurant la réalisation d'un rapport sur l'application de la Convention¹, ce rapport doit donner une véritable évaluation des mesures prises, ce qui fait parfois défaut.

De même, le plan d'action qu'il comprend fait davantage état des mesures déjà prises ou en cours de réalisation. Il manque une vision intégrée et à long terme pour pouvoir véritablement parler d'un plan d'action. Il comprend peu d'actions mesurables, peu de délais de mise en œuvre, de budgets réservés aux projets et de mesures d'évaluation des politiques proposées.

Remarque générale relative à la définition et à l'évaluation des politiques en matière d'enfance :

Enfin, conformément aux recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, il nous semble utile de rappeler la nécessité de rassembler des données précises permettant une bonne connaissance de la situation des enfants afin de définir des politiques

¹ L'article 2, alinéa 2 stipule en effet que " Le rapport qui est présenté comprend une **évaluation** des mesures qui auront été prises les années précédentes et des notes présentant la manière dont chaque ministre applique, au niveau de son action politique, les principes retenus dans la Déclaration internationale des droits de l'enfant ainsi qu'un plan d'action global... "

adaptées et conformes aux principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et de pouvoir utilement évaluer les mesures prises.

Plan de la présentation

Cette présentation me permet d'aborder plusieurs dossiers importants qui retiennent notre attention, à savoir la pauvreté, l'aide à la jeunesse, la mendicité des mineurs, la prise en charge psychiatrique des mineurs délinquants, l'accueil de l'enfance, l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés, la santé, l'enseignement, l'enseignement et la culture, la coopération internationale et enfin, la politique transversale.

Pauvreté

La pauvreté est une problématique transversale qui doit davantage faire l'objet d'une attention particulière au vu de ses nombreuses conséquences sur tous les droits des enfants (droit à un niveau de vie suffisant, droit à la santé, droit à la scolarité, droit de vivre avec ses parents, droit aux loisirs, droit à la participation, ...).

Selon une étude récente de l'UNICEF², en Belgique, **8% des enfants vivent dans la pauvreté** (c'est-à-dire qu'ils font partie de ménages ayant un revenu inférieur à la moitié du revenu médian). La pauvreté n'est pas seulement une question de revenu, elle affecte tous les domaines de vie et souvent les précarités se cumulent et se renforcent.

La grande pauvreté touche l'ensemble des domaines de la vie. N'agir que sur un type de difficulté à la fois est insuffisant et souvent même contre-productif dans ces situations. Il faut pouvoir développer une **action globale**, mettant la personne et la famille au centre de l'action, qui touche tous les domaines à la fois (sécurité d'existence, logement, santé, éducation, ...).

ATD Quart Monde témoigne de ce que la plupart des mesures sont réfléchies sans réelle connaissance de la situation des personnes très pauvres et ne leur sont pas accessibles. Il faut pouvoir tenir compte de leur situation et de leurs aspirations ainsi que se donner les moyens de bâtir avec eux les mesures qui visent à améliorer leur condition.

Aide à la jeunesse

L'action de la Communauté française dans sa **mission de prévention**, de prise en charge et d'accompagnement doit s'inscrire dans une dynamique de **partenariat** entre agents professionnels et familles et enfants en difficulté.

Citons l'excellente initiative du **Groupe Agora** qui réunit des représentants de deux associations partenaires du Rapport général sur la pauvreté d'une part : ATD Quart Monde et

² “ La pauvreté des enfants dans les pays riches ”, Innocenty Research Center, Unicef, mars 2005.

Luttes Solidarités Travail (LST) et de conseillers, directeurs, délégués, inspecteurs pédagogiques, et l'administration de l'Aide à la jeunesse, d'autre part. Il faut relever les conditions qui permettent à ce dialogue de se nouer et de se construire entre familles très pauvres et SAJ (services d'aide à la jeunesse) : **l'administration a accepté de travailler assez lentement et à long terme.**

La pratique nous révèle que l'**enfermement** est une mesure largement utilisée pour les jeunes ayant commis ou suspectés de faits de délinquance. Or, l'approche pédagogique et l'éducation ne constituent pas des avantages ou des privilèges accordés aux jeunes suspectés de faits de délinquance. Il s'agit de mettre en œuvre des choix de société qui se fondent sur des années d'expériences sociales et criminologiques : l'éducation est la seule réponse sérieuse et durable. Ceci est par ailleurs contraire aux principes de la Convention relative aux droits de l'enfant qui fait de l'enfermement une mesure subsidiaire et de dernier ressort.

Le centre Everberg illustre bien cette pratique et le projet de réforme de la loi sur la protection de la jeunesse semble également aller dans le sens puisque le fédéral a évoqué la création de 200 nouvelles places fermées pour accueillir les mineurs délinquants.

Il nous semble que la Communauté devrait profiter de cette réforme pour repenser la prévention en matière d'aide à la jeunesse. Elle devrait également réaliser un plan d'action qui vise à diminuer de manière substantielle le recours à l'enfermement des mineurs.

Notons qu'il est essentiel que la Communauté française s'investisse de manière importante dans les **politiques culturelles, d'éducation permanente et de la jeunesse** (mouvements et associations de jeunesse, maisons de jeunes, etc.) qui jouent un rôle de prévention de la délinquance insuffisamment reconnu à l'heure actuelle.

Citons enfin l'initiative de la Ministre de l'enfance relative à la tenue des récents **Carrefours de l'aide à la jeunesse** ont permis d'intéressants échanges d'acteurs du secteur. Relevons toutefois que les enfants et les jeunes, premiers concernés par les mesures de l'aide à la jeunesse, n'ont pas été entendus dans ce cadre, ce qui nous semble regrettable.

Mendicité des mineurs

La CODE a réalisé deux recherches en 2003 et 2004 sur de la mendicité des mineurs. Ces recherches étaient commanditées par les Ministres de l'enfance et de l'aide à la jeunesse. L'idée était tout d'abord de définir quel était le public concerné, puis de réfléchir à des réponses sociales adaptées à cette problématique³.

Ces recherches ont permis de dresser les constats suivants : les enfants qui mendient à Bruxelles sont pour la plupart des enfants accompagnés de leurs parents ou de leur famille au sens large, originaires des pays d'Europe centrale et orientale et d'origine Rom. Ces familles sont généralement sans statut de séjour.

³ C. JOPPART, *Recherche relative au développement d'une réponse sociale à la question de la mendicité des enfants en Belgique*, CODE, 2003 et S. CARPENTIER, *Recherche-pilote sur la sensibilisation des autorités publiques à la Communauté Rom et sur l'intégration scolaire des enfants Roms*, CODE, 2004, Bruxelles, téléchargeables sur www.lacode.be dans la rubrique Dossiers.

La mendicité est généralement la conséquence de la pauvreté et de l'exclusion dans lesquelles ces familles vivent et d'après les informations récoltées auprès des autorités et des associations compétentes en la matière, le phénomène de la traite des enfants est marginal en Belgique.

Dans les conclusions de son travail, la CODE a proposé **divers volets d'action**, notamment :

- La recherche d'une **réponse sociale coordonnée** entre les différents niveaux de pouvoirs et les acteurs de terrain qui ont une expérience en la matière,
- Des mesures en terme d'accès au **séjour** visant à optimiser l'accès au statut de réfugié et à la régularisation et d'accès à l'**aide sociale**,
- Des actions pour une **meilleure intégration scolaire** des enfants Roms, la scolarité étant un vecteur d'intégration fondamental : notamment la mise sur pied d'un service de médiation Rom dans les communes concernées, une meilleure communication entre familles et écoles et l'amélioration des dispositions législatives existantes.

Des contacts ont été pris en 2005 avec les cabinets de la Ministre de l'enfance et de la Ministre de l'enseignement, sans grand résultat à ce jour. Nous sommes heureux d'avoir appris par la Ministre Fonck que ce sujet serait mis à l'ordre du jour de la future commission nationale. La situation de ces enfants doit en effet évoluer de manière prioritaire.

Prise en charge psychiatrique des mineurs délinquants

Depuis 2003, l'Unité Karibou du Centre hospitalier Jean Titeca de Bruxelles accueille des mineurs délinquants souffrant d'un trouble mental (ou jugés tels). L'unité K est réglementée par la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne du malade mental. Il était en projet de créer 4 autres centres identiques.

Toutefois, l'existence de l'unité K du Centre Titeca suscite des **questions d'ordre juridique, criminologique et médical**. En effet, une telle prise en charge de mineurs délinquants souffrant de troubles psychiatriques est-elle opportune au regard du traitement médical dont le mineur fait l'objet ? Une évaluation de ce service devrait être réalisée.

En outre, la création de cinq centres au total ne s'appuie sur aucune donnée scientifique confirmant la nécessité de telles structures. De plus, des tables rondes mises en place lors de la précédente législature par la Ministre de l'aide à la jeunesse qui avaient été conclues par diverses intéressantes recommandations n'ont pas été suivies d'effet.

Nous ne sommes dès lors pas favorables à la création de ces nouveaux centres compte tenu notamment de l'**absence de statistiques scientifiques** sur le nombre effectif de mineurs délinquants souffrant de troubles psychiatriques graves, de l'absence de consensus des experts sur l'opportunité de la création de telles unités et des termes précis de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Accueil de l'enfance

Voici les priorités actuelles en matière d'accueil de l'enfance, relayées par BADJE :

En matière de petite enfance, on note toujours le **manque de places d'accueil**. L'accord de gouvernement de la Communauté française (2004-2009) prévoit la création de 8.000 nouvelles places pour les enfants de moins de 3 ans d'ici la fin de la législature. En Wallonie, des accords entre Région et Communauté ont déjà été conclus en ce sens, mais à Bruxelles, à ce jour, seules 200 places ont été créées (100 financées par la CFWB et 100 via 20 ETP ACS) et aucune autre perspective ne se dessine. Quoiqu'il en soit, on est loin du taux de couverture de 33 % fixé comme objectif à atteindre par les Sommets européens de Lisbonne et de Barcelone.

De plus, l'accent étant mis sur la création de nouvelles places, de très nombreux milieux d'accueil ont créé des places dans l'espoir de les voir un jour subsidiées et, ne voyant rien venir, survivent de manière précaire...

Enfin, s'il y a effectivement création de nouvelles places via des emplois régionaux, on peut s'interroger sur la politique de la Communauté française en matière de qualité de l'accueil (ce sont souvent des emplois PTP, des « sous-statuts »...).

Ceci m'amène à évoquer l'autre grand défi de l'accueil de l'enfance, tant pour ce qui concerne le 0-3 ans que le 3-12 ans : le **niveau de qualification du personnel d'accueil**, est, de manière générale, très, trop bas.

Pour ce qui est de l'**accueil extrascolaire**, les grands défis sont :

- L'entrée des communes et des opérateurs d'accueil dans le processus du décret ATL. Ce processus est lent, complexe...
- La formation et le statut du personnel accueillant dans le secteur extrascolaire. Formation, statut, ces deux problématiques sont fortement liées. Comment encourager les personnes à se former quand elles sont rémunérées via le système de chèques ALE ? Au niveau des formations, un manque de coordination entre les différentes formations proposées ne permet pas, à ce jour, de valoriser les formations proposées aux accueillants dans le cadre du décret ATL. Ces formations devraient pourtant pouvoir être valorisées dans le cadre d'un cursus débouchant sur une certification (formations qualifiantes).
- La mise en conformité des milieux d'accueil avec le code de qualité de l'accueil (qui s'impose à toute personne ou organisme qui exerce l'accueil d'enfants de 0 à 12 ans de manière régulière. Il impose, principalement, aux milieux d'accueil d'établir un projet d'accueil, en concertation avec le personnel en contact direct avec les enfants, et sa mise à jour tous les 3 ans minimum... De très nombreux milieux d'accueil ne disposent toujours pas de projet d'accueil et ne se sont même pas déclarées à l'ONE (comme le prévoit la législation).

Accueil des mineurs étrangers non accompagnés (MENA)

La création de deux centres spécifiques d'accueil pour les mineurs étrangers non accompagnés (MENA) en Communauté française est très positive et a répondu à un besoin urgent de places disponibles pour ce public. Un des deux centres s'adresse en outre aux mineurs victimes de la traite de êtres humains et leur donne un accueil adapté.

Il faut toutefois relever la **précarité du financement** qui est susceptible de fragiliser leur fonctionnement. D'autre part, il demeure un **manque sérieux de places** pouvant accueillir les MENA non demandeurs d'asile. Les Services d'aide à la jeunesse peuvent alors être sollicités, certains pouvant apporter une aide adaptée à certains enfants (notamment en bas âge). Toutefois, ces services répondent parfois à juste titre qu'ils ne présentent pas des conditions d'accueil adéquates pour les MENA, n'étant pas outillés pour accompagner les MENA dans le cadre de leurs démarches relative à leur séjour.

Enfin, la présence d'enfants et de familles dans les **centres fermés** est tout à fait inadmissible et contraire à la Convention des droits de l'enfant, puisque des solutions alternatives et respectueuses de leurs droits existent par ailleurs.

Santé

La politique en matière de **drogue** doit être globale et reposer sur la collaboration et la concertation entre les différents niveaux de pouvoirs et donc de compétences. Elle doit également être **préventive**.

Or, selon une étude réalisée en 2004⁴ «, les **moyens affectés** à la politique des drogues pour tous les acteurs des différents niveaux politiques (Etat et entités fédérées, provinces, villes et communes) vont **à la sécurité et au contrôle au détriment de la prévention**.

- Secteur Sécurité (police) : 54 %
- Secteur de l'Assistance (traitements) : 40 %
- Secteur Prévention : 4 %

La **prévention du SIDA** doit demeurer une priorité en terme de santé et faire l'objet de budgets indispensables. Entre 1996 et 2000, on a assisté à une baisse des budgets en Communauté française et c'est depuis lors que l'épidémie est en hausse. De nouveau, il faut relever un large fossé entre les budgets disponibles pour la prévention qui relèvent des Communautés et ceux réservés aux aspects curatifs (qui relèvent du fédéral).

⁴ « La politique de drogues en chiffres », Gent, Academia Press, 2004.

Enseignement

Beaucoup d'enfants et de jeunes - particulièrement dans les couches sociales défavorisées - n'accèdent pas à un niveau d'éducation suffisant et sont en souffrance à l'école : non obtention de diplôme (même le CEB), échecs, orientations-relégations, envoi en enseignement spécial, illettrisme, etc. Toutes ces situations sont encore le lot de beaucoup d'enfants et de jeunes sans perspective d'avenir!

Le rapport de l'UNICEF sur les **inégalités scolaires** dans les pays riches montre également qu'il existe un lien très net entre les résultats scolaires de l'enfant et le statut économique, le niveau d'éducation et la profession de ses parents. Ce rapport pointe particulièrement du doigt la Belgique qui arrive en dernière position de tous les pays de l'OCDE en ce qui concerne les inégalités scolaires. D'après ce rapport, les enfants non autochtones sont particulièrement défavorisés; en Belgique, ce handicap est plus de trois fois supérieur parmi les enfants de familles immigrées que chez d'autres enfants⁵.

La Ligue des familles a réalisé d'intéressantes recherches sur le coût scolaire. Il apparaît qu'on est très loin de la **gratuité scolaire**. Cette gratuité est une condition essentielle pour permettre à tous les enfants quel que soit leur statut social d'avoir accès la scolarité.

Les mesures de **discriminations positives** sont certes une avancée, parce qu'elles reconnaissent et tentent de remédier à l'inégalité entre élèves et entre écoles. Mais les moyens qui leur sont octroyés sont insuffisants pour leur permettre de relever les défis rencontrés et restent même inférieurs à ce que de nombreuses écoles accueillant un public plus favorisé peuvent se procurer par elles-mêmes. Ces mesures entraînent aussi des effets pervers dans le contexte de marché scolaire, renforçant la dualisation des écoles : les familles plus favorisées, ayant plus de moyens éducatifs, désertent les écoles désignées en discrimination positive et perçues comme de moins bonne qualité ; les autres écoles ont tendance à y renvoyer des élèves dont elles ne veulent plus sous prétexte que ces écoles " reçoivent des moyens pour cela " !

Le décret du 12 mai 2004 portant le développement de mesures de lutte contre le **décrochage scolaire** et l'exclusion à l'école est loin de pouvoir rencontrer les difficultés liées au décrochage scolaire ! Celui-ci touche des milliers de jeunes, parfois dès l'enseignement fondamental.

C'est vraiment au niveau de l'enseignement de tous, **dès l'école maternelle** et tout au long de la scolarité obligatoire, que doivent être mis en œuvre un réel accueil de tout enfant - quelques soient son origine et son histoire, dans le respect de sa famille et de son milieu - et des moyens pour que chaque enfant puisse progresser dans ses apprentissages, quelques soient ses difficultés. Nous insistons sur la nécessité de mesures destinées à atténuer les inégalités scolaires qui commencent par des soins et une éducation de qualité pendant la **petite enfance**. Dans ce contexte, il est également essentiel de faire campagne pour adopter des méthodes pédagogiques qui maximalisent la **participation** des enfants et qui encouragent l'apprentissage actif.

⁵ League Table of Educational Disadvantage in Rich Nations, UNICEF Innocenti Research Centre, 2002.

Les **exclusions définitives** d'élèves en cours d'année scolaire sont une problématique en hausse qui pose diverses questions. Comment ces élèves retrouvent-ils une nouvelle école, parfois en fin d'année ? Leurs droits ont-ils été respectés (ont-ils été entendus ?, etc.) ?

Les jeunes en difficulté doivent être accueillis en priorité dans les services déjà existants, dans une optique d'émancipation et non ségrégationniste. La CODE est heureuse que le projet de centre de rescolarisation ne soit plus à l'ordre du jour.

L'**absence d'une évaluation globale de l'enseignement spécial**, et d'une prise en considération des besoins qui s'expriment aujourd'hui en matière d'intégration en milieu non spécialisé ont été relevés dans le cadre de l'évaluation du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Enseignement et culture

Lors des Etats généraux de la culture du 31 mai 2005, le groupe de travail initié par Culture et Démocratie a demandé à la Ministre de l'Education et à la Ministre de la Culture de :

- Réaffirmer la nature et la **mission culturelle essentielles de l'Ecole** ;
- Redéployer de manière **structurelle**, dans le territoire de celle-ci, des savoirs et des pratiques artistiques et culturelles qui n'ont plus cours aujourd'hui ;
- Assurer une meilleure **formation** artistique et culturelle (initiale et continuée) de tous les enseignants ;
- Créer une formation spécifique pour les médiateurs culturels ;
 - Trouver de nouvelles **modalités d'accès au spectacle vivant et à toute l'offre culturelle** qui permette à toutes les écoles et à tous les enseignants de les fréquenter régulièrement.

Coopération internationale

En ce qui concerne les mineurs victimes de **traite** des êtres humains, des politiques préventives et des politiques coordonnées entre les divers niveaux de pouvoir (national et international) doivent être menées. Les enfants victimes de la traite doivent recevoir la protection, la représentation et l'assistance nécessaires et jouir des mêmes droits que les autres enfants résidents en Belgique⁶.

Relevons également que la Belgique s'est depuis septembre 2005 dotée d'une nouvelle législation en matière d'**adoption**, conforme à la convention de La Haye, qui apporte de nouvelles garanties à la protection de l'enfant dans l'adoption

⁶ Pour plus d'informations, se référer aux recommandations de la conférence du 24/10/2003 sur la traite des enfants organisée par l'UNICEF, Femmes et développement et la nederlandstalige vrouwenraad : voir www.unicef.be

Politique transversale

Diverses mesures positives ont été prises pour qu'un meilleur suivi soit assuré en Communauté française à la Convention relative aux droits de l'enfant : décret du 28 janvier 2004 instaurant la réalisation d'un rapport sur l'application des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant ; décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse ; décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général des droits de l'enfant en Communauté française.

Nous attendons avec impatience la création de la future Commission nationale pour les droits de l'enfant qui permettra la mise en œuvre d'une politique coordonnée des droits de l'enfant. Nous invitons la Communauté française à approuver l'accord de coopération y relatif dans les meilleurs délais.

Conclusions

Pour conclure, je me permets de vous rappeler quelques dossiers qui nous semblent prioritaires :

- L'importance d'une action de lutte contre la pauvreté ;
- Le rôle de la Communauté française dans le cadre de la prochaine réforme de la loi sur la protection de la jeunesse ;
- Une amélioration de la politique d'accueil en Communauté française ; et enfin,
- La nécessité de la création de la Commission nationale pour la coordination des politiques en matière d'enfance.

Je vous remercie de votre attention et des suites que vous pourrez donner à nos recommandations.

Frédérique Van Houcke,
Coordinatrice.

Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE)
Rue Marché aux Poulets 30
1000 Bruxelles
tel : 02/209.61.68.
fax 02/209.61.60
mail : info@lacode.be
<http://www.lacode.be>

Analyse réalisée par la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant

*Avec le soutien du Ministère de la Communauté française
Direction générale de la Culture – Service général de la jeunesse et de l'éducation permanente*